

Monday June 8th, 2026

The Right Honourable Mark Carney
Prime Minister of Canada
Office of the Prime Minister Ottawa, Ontario

Dear Prime Minister,

The National Council of Women of Canada (NCWC) has represented women across the country for 133 years and has held consultative status with the United Nations since 1997. In the public interest, we have consistently contributed evidence-based recommendations to support environmental protection and sustainable development in Canada.

As Canada responds to the environmental, health, and economic impacts of climate change, we recognize the importance of building infrastructure that strengthens trade and economic resilience. At the same time, we believe it is essential that this progress be achieved in a manner that maintains strong environmental safeguards and public confidence.

NCWC is concerned about the pace and scope of proposed changes to environmental policies and processes through Bills C-5, C-15, C-35, and the “Getting Major Projects Approved: Legislative and Regulatory Policy Reforms.” Many Canadians have expressed a desire to ensure that efficiency in project approvals does not come at the expense of environmental integrity, scientific rigor, or meaningful public engagement.

In that spirit, we respectfully offer the following questions and considerations:

1. How will the government ensure that species at risk, watersheds, peatlands, and old-growth forests—each critical to ecological health—continue to be effectively protected within streamlined assessment processes?
2. What measures will be in place to ensure that investment decisions align with environmental protection, scientific evidence, and the broader public interest?
3. How will proposed legislative changes uphold Canada’s commitments under the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP), particularly in light of existing legal and scientific guidance?
4. As Canada advances energy and infrastructure projects, how will the government balance investments in nuclear and pipeline development with the rapidly evolving opportunities in renewable energy systems, including solar, wind, geothermal, energy storage, and conservation?

5. How will transparency, independence, and public trust be maintained in environmental review processes, particularly where responsibilities are reassigned among regulatory bodies?

NCWC remains committed to supporting constructive dialogue and evidence-based solutions that advance both economic development and environmental stewardship. We encourage the government to take the opportunity to further engage experts, Indigenous communities, and civil society to ensure that policy decisions reflect both immediate needs and long-term sustainability.

We would welcome the opportunity to contribute to these discussions in the interest of protecting the well-being of current and future generations of Canadians.

Respectfully,

Penny Rankin
President

Gracia Janes
VP Environment

cc.

The Honourable Julie Dabrusin- Minister of the Environment, Climate Change and Nature
The Honourable Rebecca Alty – Minister of Indigenous Relations
The Honourable Randy Gull -Minister of Indigenous Services
The Honourable Tim Hodgson – Minister of Energy and Natural Resources
The Honourable Steve MacKinnon-Minister of Transport
The Honourable Natalie Provost -Secretary of State Nature
The Honourable Joanne Thompson -Minister of Fisheries

La version Française suit

NCWC Mission:

To empower all women to work together toward improving the quality of life for women, families, and society through a forum of member organizations and individuals

Lundi 8 juin 2026

L'honorable Mark Carney
Premier ministre du Canada
Cabinet du premier ministre
Ottawa (Ontario)

Monsieur le Premier ministre,

Le Conseil national des femmes du Canada (CNFC) représente les femmes à l'échelle du pays depuis 133 ans et détient le statut consultatif auprès des Nations Unies depuis 1997. Dans l'intérêt public, nous avons constamment formulé des recommandations fondées sur des données probantes afin de soutenir la protection de l'environnement et le développement durable au Canada.

Alors que le Canada répond aux répercussions environnementales, sanitaires et économiques des changements climatiques, nous reconnaissons l'importance de bâtir des infrastructures qui renforcent le commerce et la résilience économique. En même temps, nous croyons qu'il est essentiel que ces progrès soient réalisés de manière à maintenir de solides garanties environnementales et la confiance du public.

Le CNFC s'inquiète de la rapidité et de la portée des changements proposés aux politiques et processus environnementaux dans le cadre des projets de loi C-5, C-15 et C-35, ainsi que de la stratégie « Getting Major Projects Approved: Legislative and Regulatory Policy Reforms ». De nombreux Canadiens et Canadiennes souhaitent s'assurer que l'efficacité dans l'approbation des projets ne se fasse pas au détriment de l'intégrité environnementale, de la rigueur scientifique ou d'une participation significative du public.

Dans cet esprit, nous soumettons respectueusement les questions et considérations suivantes :

Comment le gouvernement veillera-t-il à ce que les espèces en péril, les bassins versants, les tourbières et les forêts anciennes — tous essentiels à la santé écologique — continuent d'être efficacement protégés dans le cadre de processus d'évaluation simplifiés?

Quelles mesures seront mises en place pour garantir que les décisions d'investissement soient conformes à la protection de l'environnement, aux données probantes scientifiques et à l'intérêt public au sens large?

Comment les modifications législatives proposées respecteront-elles les engagements du Canada au titre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), particulièrement à la lumière des orientations juridiques et scientifiques existantes?

Alors que le Canada fait progresser des projets énergétiques et d'infrastructure, comment le gouvernement équilibrera-t-il les investissements dans le nucléaire et les oléoducs avec les possibilités en rapide évolution des systèmes d'énergie renouvelable, notamment le solaire, l'éolien, la géothermie, le stockage d'énergie et la conservation?

Comment la transparence, l'indépendance et la confiance du public seront-elles maintenues dans les processus d'examen environnemental, particulièrement lorsque des responsabilités sont réattribuées entre organismes de réglementation?

Le CNFC demeure engagé à soutenir un dialogue constructif et des solutions fondées sur des données probantes qui favorisent à la fois le développement économique et la gestion responsable de l'environnement. Nous encourageons le gouvernement à saisir l'occasion de consulter davantage les experts, les communautés autochtones et la société civile afin de veiller à ce que les décisions politiques reflètent à la fois les besoins immédiats et la durabilité à long terme.

Nous serions heureux de contribuer à ces discussions dans l'intérêt de protéger le bien-être des Canadiennes et des Canadiens d'aujourd'hui et de demain.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Penny Rankin

Présidente

Gracia Janes

Vice-présidente, Environnement

c. c.

L'honorable Julie Dabrusin — ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature

L'honorable Rebecca Alty — ministre des Relations avec les Autochtones

L'honorable Randy Gull — ministre des Services aux Autochtones

L'honorable Tim Hodgson — ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

L'honorable Steve MacKinnon — ministre des Transports

L'honorable Natalie Provost — secrétaire d'État à la Nature

L'honorable Joanne Thompson — ministre des Pêches

Mission du CNFC :

Donner à toutes les femmes les moyens de travailler ensemble à l'amélioration de la qualité de vie des femmes, des familles et de la société, au moyen d'un forum d'organisations membres et de personnes individuelles.